

Les Possibles — No. 24 Été 2020

BDS : Actualités et perspectives

vendredi 26 juin 2020, par Imen Habib

Le 11 juin 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a rendu un avis qui était attendu depuis plus de 10 ans par les militant-e-s soutenant les droits humains en Israël/Palestine.

Elle a condamné la France pour avoir entravé la liberté d'expression des militant-e-s BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) ayant appelé au boycott de produits israéliens. Cette violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme contraint le gouvernement à verser dans les trois mois 7 380 euros à chaque requérant (dommages matériel et moral) et 20 000 euros à eux tous pour rembourser les frais de justice.

L'autre bonne nouvelle, c'est que cette décision – prise à l'unanimité des juges, ce qu'il convient de souligner – ne concerne pas seulement la France, mais a des implications majeures dans les autres pays de l'Union européenne, où la campagne BDS est également soumise à des tentatives d'intimidations anti-démocratiques.

Depuis le début, nous le disions : l'instrumentalisation de la justice pour tenter d'étouffer les voix qui s'élèvent contre l'oppression coloniale et l'apartheid en Palestine/Israël est une attaque grave à la démocratie et au débat d'idées.

Sur le terrain en Palestine/Israël, l'actuel gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu a annoncé à une date à partir du 1^{er} juillet prochain l'annexion des territoires palestiniens occupés. Selon le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, c'est « une épreuve de vérité pour la communauté internationale ».

Dans cette situation particulièrement dure pour le peuple palestinien, nous appelons plus que jamais nos alliés à

privilegier l'exigence de l'autodétermination du peuple palestinien. En effet, à l'aune de cette réalité sur le terrain, qui n'est par ailleurs pas vraiment nouvelle, rester arc-boutés sur des appels incantatoires à « deux états » n'est pas juste, ni moralement, ni politiquement. C'est l'égalité, la liberté et la dignité pour tous-tes, ici et là-bas, qu'il faut soutenir. Il est donc fondamental dans ce contexte de continuer à développer la Campagne BDS et ses différents volets. Au niveau français, nous continuons de rester mobilisés sur la campagne de désinvestissement en direction de l'assureur AXA, dont nous venons d'apprendre qu'il a presque triplé ses investissements dans trois banques israéliennes, banques qui rappelons-le sont directement actrices de la colonisation des territoires palestiniens occupés.

Nous participons également à la campagne internationale en direction de l'équipementier sportif PUMA qui sponsorise l'équipe nationale israélienne de football, avec une affiliation des clubs présents dans les colonies illégales, et à celle en direction du constructeur ferroviaire CAF contre son implication dans le projet illégal de prolongation du tramway israélien de Jérusalem. ([pour en savoir plus](#))